

★ INTRODUCTION

Renouvellement des autorisations du glyphosate, ubérisation de l'économie, loi anti-squat...

Les lobbies industriels n'en finissent pas de gagner du terrain dans l'arène des décisions politiques. Rien d'illégal dans leurs pratiques, un art de se faire entendre dans les débats et de semer le doute quand des démonstrations scientifiques risquent de les porter responsables de certains maux.

Contre-expertise, déplacer le regard, toutes les techniques sont bonnes pour arriver à leurs fins.

La place que ces lobbies occupent dans la prise de décision questionne et donne l'impression que l'intérêt des citoyen·nes et de leur santé est sans cesse relégué au dernier plan.

Pourtant, de nombreux groupes de citoyen·nes se mobilisent, encore et toujours, pour proposer à différentes échelles des solutions structurelles alternatives ayant des effets positifs sur la santé.

Partant de ces deux constats, quelles sont les tactiques des lobbyistes pour faire valoir leurs intérêts ? Comment mettre en sourdine la voix des industriels ? Quelles stratégies sont mises en place par les collectifs pour les contrer ou pour proposer autre chose ? Et à quel moment les habitant·es ont-ils ou elles pu être entendu·es ?

PLAIDOYER
COMMUNAUTAIRE

VS

LOBBYING
INDUSTRIEL

INFLUENCER LES DÉCISIONS POLITIQUES POUR LA SANTÉ

Cette journée, organisée par Cultures&Santé, s'est inscrite dans un contexte électoral multiple pour lequel nous avons besoin de prendre du recul. Elle a tenté de mettre en évidence les points de tension entre des dynamiques d'influence de la décision politique a priori antagonistes : le plaidoyer communautaire et les activités de lobbying de l'industrie.

À travers plusieurs points de vue différents, les intervenant·es ont partagé leurs expériences et expertises en plénière et en ateliers. L'objectif était de visibiliser les actions communautaires et collectives de plaidoyer et d'exposer des retours d'expériences et des regards théoriques sur l'emprise des lobbies industriels.

Tout au long de cette journée, une soixantaine de personnes de différents secteurs et horizons ont échangé autour des enjeux de démocratie en santé.

Vous trouverez dans les fiches synthétiques suivantes les éléments clés des échanges ainsi que des ressources pour aller plus loin.

➔ Fiche 1 :
LES LOBBIES INDUSTRIELS : UNE MENACE POUR LA SANTÉ ?
(STÉPHANE HOREL, JOURNALISTE AU MONDE ET AUTRICE)

➔ Fiche 2 :
À LA DÉCOUVERTE DE PLAIDOYERS COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTÉ
Atelier 1 : **LA VOIX DES SANS PAPIERS**

➔ Fiche 3 :
À LA DÉCOUVERTE DE PLAIDOYERS COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTÉ
Atelier 2 : Le **groupe de personnes diabétiques** au sein de l'asbl **LES PISSENLITS**

➔ Fiche 4 :
À LA DÉCOUVERTE DE PLAIDOYERS COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTÉ
Atelier 3 : Un **collectif** mobilisé contre l'**ordonnance Bruxelles numérique**

➔ Fiche 5 :
À LA DÉCOUVERTE DE PLAIDOYERS COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTÉ
Atelier 4 : Les collectifs d'habitant·es **NO KEY WEST** et **STALINGRAD, AVEC OU SANS NOUS ?**

➔ Fiche 6 :
LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCES EN PROMOTION DE LA SANTÉ COMME OUTIL DE PLAIDOYER (TIMOTHÉE DELESCLUSE, SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SANTÉ PUBLIQUE)

➔ Fiche 7 :
ENJEUX SOCIAUX ET DE SANTÉ : LES POLITIQUES, À L'ÉCOUTE ?
TABLE RONDE animée par Marinette Mormont (Fédération des maisons médicales) avec Lora Verheecke (Observatoire des multinationales), Martin de Duve (Univers Santé), Céline Deville (Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté), Céline Danhier (O'Yes asbl).

➔ Fiche 8 :
POUR ALLER PLUS LOIN
10 RESSOURCES SUR LE PLAIDOYER EN SANTÉ



LES LOBBIES INDUSTRIELS : UNE MENACE, POUR LA SANTÉ ?

STÉPHANE HOREL
journaliste au Monde
et autrice de Lobbytomie

★ QUOI ?

« Le bon message à la bonne personne au bon moment », si on pouvait résumer la stratégie de base du lobbying industriel pour influencer les lois.

Dans son intervention, Stéphane Horel nous livre un mode d'emploi du lobbying, qui contrairement à l'idée répandue n'est pas de la corruption. Le lobbying est une pratique légitimée par les institutions qui s'appuient sur les industriels pour établir le cadre législatif.

➡ Mais c'est qui les lobbies ?

- Des **firmes** : Bayer, BASF...
- Des **associations sectorielles** qui coordonnent le lobbying des firmes : Business Europe, CEFIC (la plus grande organisation de lobbying)
- Des cabinets de **lobbying** et relations publiques
- Des cabinets **d'avocats**
- Des **Think tanks** (porte-voix des intérêts particuliers)
- Des cabinets de **défense de produits** qui emploient des scientifiques et sont publiés dans des revues scientifiques.

Il faut savoir que les institutions européennes emploient 24 000 fonctionnaires ce qui est peu comparé aux lobbyistes industriels (25 000 à 30 000). Elles ont donc besoin de recourir à des expertises externes pour penser une problématique et y apporter des solutions.

Les lobbies dans le quartier européen de Bruxelles visent en premier :

- **La Commission européenne** (l'administration, c'est-à-dire le secrétariat général, les directions générales, mais aussi les commissaires et les cabinets). C'est ici où les lois sont écrites.

Mais aussi :

- Les agences de l'Europe
- Les représentants politiques
- Les États membres
- Le Parlement européen
- Les partis

Précisons qu'il y a également une proximité entre les deux mondes (institutions européennes et lobbying industriel). Outre leur fréquentation par leur métier respectif, ce sont souvent des personnes qui ont fait les mêmes écoles, viennent du même milieu et font partie des mêmes cercles sociaux. Il y a donc un entre-soi assez présent si ce n'est flagrant dans cette « bulle bruxelloise ».

★ POURQUOI ?

L'objectif du lobbying est simple : il faut intervenir le plus tôt possible avant l'écriture de la loi pour pouvoir la définir selon la perspective et les termes des industriels. C'est ce qu'on appelle la **capture réglementaire**. L'économiste de l'école de Chicago[★], Georges Stiegler disait « il est plus utile de participer à écrire la loi que de la subir ».



How Does This Change Your Impression?



★ COMMENT ?

Tout est bon pour faire retarder, dérailler l'action politique et fausser le débat public. Leur stratégie est rôdée et il y a un secteur qui est particulièrement investi par les lobbies industriels : la science.

L'exemple de la blouse blanche comme stratégie d'autorité est toujours utilisée (il y a toujours une personne en blouse blanche recommandant un produit dans les publicités). Pourtant, elle ne date pas d'aujourd'hui et elle vient tout droit de la psychanalyse. On remerciera le neveu de Freud pour cette invention ! Edward Bernays met la psychanalyse au service du lobbying et fonde les relations publiques.

Outre l'argument d'autorité, il faut aussi que le message soit répété par plusieurs parties pour qu'il devienne une évidence. L'exemple le plus frappant est celui de la composition du petit-déjeuner aux États-Unis. Le lobbying de la viande a fait pression pour changer les représentations autour du petit-déjeuner parfait américain, il a introduit la nécessité de manger protéiné dès le matin : œufs et bacon. À force de répétition, c'est devenu une réalité, le petit-déjeuner américain par excellence est maintenant celui-ci. Alors qu'avant il était composé de porridge et de fruits.

► Les scientifiques possèdent une aura dans la société qui leur confère un statut d'autorité. Cependant, ils ne sont pas isolés du contexte social. Entre 1954 et 1998, l'industrie du tabac a sponsorisé 6400 articles scientifiques pour \$300 millions. Aucun n'a montré de causalité entre cigarette et cancer du poumon. Et pourtant, en 1990 les industriels perdent un grand procès et leurs documents sont rendus publics (c'est pour cela qu'on connaît aussi bien les stratégies employées par les lobbies). Durant des décennies, les industriels ont menti sur la nocivité de la cigarette en instrumentalisant la science. Leur produit, c'était le doute. Sans preuve formelle, il y a doute ce qui empêche de statuer sur la question. C'est ce qu'on appelle la fabrique du doute, une stratégie utilisée par tous les secteurs industriels.

À cause de l'importation de la notion de preuve au sens judiciaire du terme – ce qui est complètement différent de la notion de preuve en science – tant qu'il n'y a pas de « preuve » (et non pas de corrélation ou autre relation propre à la science), il ne peut y avoir d'affirmation de cause à effets entre tabac et maladies.

[★] Les « Chicago boys » étaient des néolibéraux proches des dictateurs en Amérique Latine comme Pinochet.

➡ Les lobbies industriels créent la controverse en :

- ✦ METTANT EN AVANT L'INCERTITUDE SCIENTIFIQUE
- ✕ MINIMISANT LES PREUVES PRODUITES PAR LA SCIENCE INDÉPENDANTE
- ⚡ ATTAQUANT ET SAPANT LA RÉPUTATION DES SCIENTIFIQUES ET DES ORGANISATIONS

✦ QUEL LIEN AVEC LE PLAIDOYER ?

Connaître les stratégies des lobbies industriels, c'est pouvoir les déjouer mais aussi pointer du doigt les responsables. Nous ne sommes pas tous égaux dans la destruction de l'environnement, de la biodiversité et de notre santé. Les activités politiques des firmes affectent la santé des personnes humaines et non-humaines. Ce sont 4 secteurs industriels qui sont responsables de 33 millions de morts (sous-estimation) par an dans le monde (aliments malsains, énergies fossiles, tabac, alcool).

« Une mauvaise santé induite par le commerce est le fruit d'un système pathologique dans lequel les entités commerciales dominantes sont en mesure d'influencer les normes et les valeurs de la société, les systèmes politiques et économiques, les politiques, l'environnement, les revenus et les comportements ». *Qui a dit cela ? Karl Marx ? Non, la revue scientifique, The Lancet.*

Pour finir sur une note positive, les ONG ont beaucoup moins de moyens que les lobbies industriels mais leur travail est efficace. À en croire les lobbies, ce sont les ONG qui tirent les ficelles. Par exemple, pour le dossier de l'interdiction des pesticides neurotoxiques, la Commission a été attaquée par les industriels. Elle a fait appel à deux ONG pour bâtir sa défense contre les firmes et elle a gagné. Lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts communs, la Commission sait vers qui se tourner.

✦ RESSOURCES

- ▶ **DARK WATERS**, 126', 2019 : ce film met en lumière l'accessibilité aux États-Unis des documents internes aux lobbies ce qui n'est pas le cas en Europe. Il met notamment en avant la question des PFAS.
- ▶ **HOREL Stéphane, LOBBYTOMIE. COMMENT LES LOBBIES EMPOISONNENT NOS VIES ET LA DÉMOCRATIE**, La Découverte, Paris, 2018
- ▶ **DES LOBBIES ET DES LOIS**, Cultures&Santé, 2021
- ▶ **ARRÊT SCHUMAN : GARE AUX LOBBIES**, Cultures&Santé, le 148 n°0, novembre 2020
- ▶ **AMIS DES LOBBIES**, chaîne satirique sur YouTube : <https://www.youtube.com/@Amideslobbies/videos>

LA VOIX DES SANS PAPIERS

BRUXELLES

★ QUOI ?

En 2012, la marche des sans-papiers va parcourir plusieurs pays européens, dont la Belgique, en demandant la liberté de circulation et d'installation pour tous·tes les migrant·es. En 2014, une nouvelle marche des migrant·es traverse l'Europe de Berlin à Marseille sous l'appellation de Caravane européenne des migrants. Elle fait étape en juin 2014 à Bruxelles où plusieurs personnes sans-papiers décident de créer un collectif : La Voix des Sans-Papiers Bruxelles (VSP).

« Le collectif est une école, on apprend ensemble. C'est aussi notre famille dans un pays où on nous refuse le regroupement familial ».

★ POURQUOI ?
COMMENT ?

➡ **Comment en sommes-nous arrivés à des politiques migratoires qui traquent, criminalisent et maintiennent des personnes dans la précarité ?**

Au-delà de la question, c'est une réalité vécue au quotidien en Belgique par les personnes sans-papiers : « C'est pourquoi nous avons décidé, nous les Sans-Papiers, de nous organiser pour combattre celles et ceux qui nous oppriment, nous contrôlent, nous exploitent, nous criminalisent, nous discriminent, nous incriminent ».

Depuis 2014, de nombreuses actions et activités au sein des bâtiments que la VSP occupe permettent au collectif, malgré les violences policières et administratives, de s'organiser pour ses membres, avec d'autres collectifs organisés et des forces motrices de la société. Les projets menés par la VSP par et pour eux sont multiples : la réalisation d'une BD « Baraka Grafika », une formation à l'accompa-

gnement individuel, administratif et juridique des personnes sans papiers « Yen a marre », un journal (JSP), des journées de discussions et d'échanges pour questionner, dénoncer et sensibiliser le milieu artistique sur les problématiques liées aux sollicitations de personnes sans-papiers par des artistes et des associations pour des créations. La VSP a développé un vaste réseau d'entraide avec des associations comme SOS Migrants, Interpole asbl, le MRAX, le Ciré, des cabinets d'avocat·es, des syndicats, des collectifs affinitaires (anti-raciste, anti-sexiste, anti-capitaliste) et est un des piliers de la campagne #InMyName (en amont des prochaines élections en juin et octobre 2024).

Au fil des années, la VSP a imposé sa perspective dans les relations nouées avec le monde associatif. Ce sont des liens politiques et sociaux et non humanitaires (synonyme de paternalisme très souvent).

★ LEVIERS ET FREINS

DES ACTIONS DE PLAIDOYER

Pour pouvoir s'organiser, il faut avoir un lieu de rencontre mais aussi un lieu de vie. Et pour la VSP, ça a toujours été un obstacle important. Elle a occupé et a été expulsée plus de quinze fois dans des bâtiments vides privés et publics dans la région bruxelloise. Elle est aujourd'hui parvenue à maintenir une certaine stabilité dans les bâtiments qu'elle occupe et des occupations qu'elle accompagne.

Dans les actions publiques menées, le risque d'arrestation et de violences policières est très élevé. Pour pouvoir le minimiser, le nombre est important. Être une masse protège, c'est pourquoi il est nécessaire que la population avec papiers s'implique et soutienne les manifestations et rassemblements pour la régularisation.

En plus de vivre dans la peur quotidienne de l'arrestation, de l'enfermement et de l'expulsion, l'organisation collective et la mise en œuvre d'un plaidoyer pour la régularisation ne sont pas sans conséquence en termes de santé pour les personnes sans-papiers. La santé mentale est la plus impactée au bout de nombreuses années sans papiers. La situation politique pour ces personnes en Belgique se détériore, « il y a des moments de cassure, de fatigue, baisser les bras et partir mais il y a aussi beaucoup de projets qui permettent de continuer à être motivé et rester ».

Par ailleurs, l'État belge, via ses institutions, s'appuie sur la VSP pour jouer un rôle qu'il devrait assumer : « Il faut savoir que l'Office des Étrangers mais aussi la police et les CPAS nous envoient des personnes pour les orienter/trouver un endroit où rester ».

★ RESSOURCES

- ▶ **VSP, L'ODYSSÉE DES SANS-PAPIERS ? UNE CONTRIBUTION AUX LUTTES DES SANS-PAPIERS POUR LA RÉGULARISATION,**
La Voix des Sans-Papiers (VSP), le Bureau d'étude des sans-papiers (BESP), décembre 2023.

PLATEFORME NATIONALE #IN MY NAME :
▶ [HTTPS://WWW.IMNPLATFORM.BE/](https://www.imnplatform.be/)

▶ ADRESSE MAIL : VOIXSP1@HOTMAIL.COM

▶ **LA VOIX DES SANS PAPIERS BRUXELLES,**
Facebook

DONS POSSIBLES POUR LES CHARGES
ET AUTRES FRAIS LIÉS AUX OCCUPATIONS :

▶ **BE63 5230 8092 0408**





LE GROUPE DE PERSONNES DIABÉTIQUES

DE L'ASBL
LES PISSENLITS

QUI ?

Quelques personnes se sont réunies pour la première fois en 2003 avec pour objectif de « mieux vivre » avec le diabète grâce à la participation à un espace communautaire proposé par l'asbl les Pissenlits.

Cette association, de démarche communautaire en santé, a mis en place des séances régulières d'échanges et de réflexion pour les personnes ayant un lien avec le diabète afin de partager leur quotidien, participer à des projets de groupe, et sensibiliser le monde extérieur au diabète en menant des actions de plaidoyer.

QUOI ? COMMENT ?

« Comment conseiller à des personnes de manger de façon plus saine, alors qu'il n'y a pas d'alternatives pour les personnes diabétiques sur le marché ? »

membre du groupe des personnes diabétiques des Pissenlits.

Une première action de sensibilisation à une alimentation saine au sein du marché des Abattoirs d'Anderlecht a amené le groupe à constater qu'il n'y avait pas de réelle offre alimentaire favorable à la santé sur ce marché. Face à ce manque, le groupe a décidé d'interpeller le service de prévention et de promotion de la santé de la commune d'Anderlecht. Depuis, la commune les soutient dans leurs actions de sensibilisation sur les marchés, et notamment pour le Village Santé au marché annuel d'Anderlecht.

Une autre action a été menée autour du pain favorable à la santé. Suite à des rencontres avec des boulanger·es, le groupe a entamé la création d'une brochure pour un pain favorable à la santé à destination des boulanger·es et du grand public. Cependant, le groupe s'est heurté à des enjeux d'accessibilité économique et de possibilité de libre-choix d'utilisation des farines par les boulanger·es.

« Quand on demandait aux boulanger·es de mettre plus de pain complet dans leurs boutiques, ils nous disaient que les farines étaient déjà toutes faites quand ils les achètent, qu'ils ne peuvent pas changer ». Plus largement, face à la récurrence des petits déjeuners avec uniquement des viennoiseries ou des sandwiches sans pain complet lors des rencontres avec les acteurs·trices du secteur santé-social, le groupe a aussi trouvé important de mettre en place des actions de sensibilisation pour une offre d'alimentation favorable à la santé lors des réunions chez des partenaires.

★ LEVIERS ET FREINS

DES ACTIONS DE PLAIDOYER

Le groupe a développé une forte dynamique communautaire qui perdure depuis 2003. Il est ouvert à des personnes de toutes cultures, de toutes générations, sourd·es et entendant·es (une interprète en langue des signes est présente à chaque séance), ayant plus ou moins de connaissances sur le diabète. L'investissement y est très flexible, les personnes présentes depuis plus longtemps accueillent les nouvelles. Chaque séance débute par un moment convivial et d'échange accompagné d'un petit déjeuner sain adapté à l'alimentation pour personnes diabétiques.

De ces actions de plaidoyer au niveau local, il en ressort qu'il est tout à fait possible de sensibiliser les élu·es et les administrations afin qu'ils participent à la santé à travers leurs compétences, même si le niveau communal n'a pas toujours de budget attribué à la santé.

« En tirant sur un fil, ici un aliment de base présent sur toutes les tables du monde : le pain, on peut se rendre compte de toutes les mesures politiques nécessaires pour assurer un pain favorable à la santé de toutes et tous ».

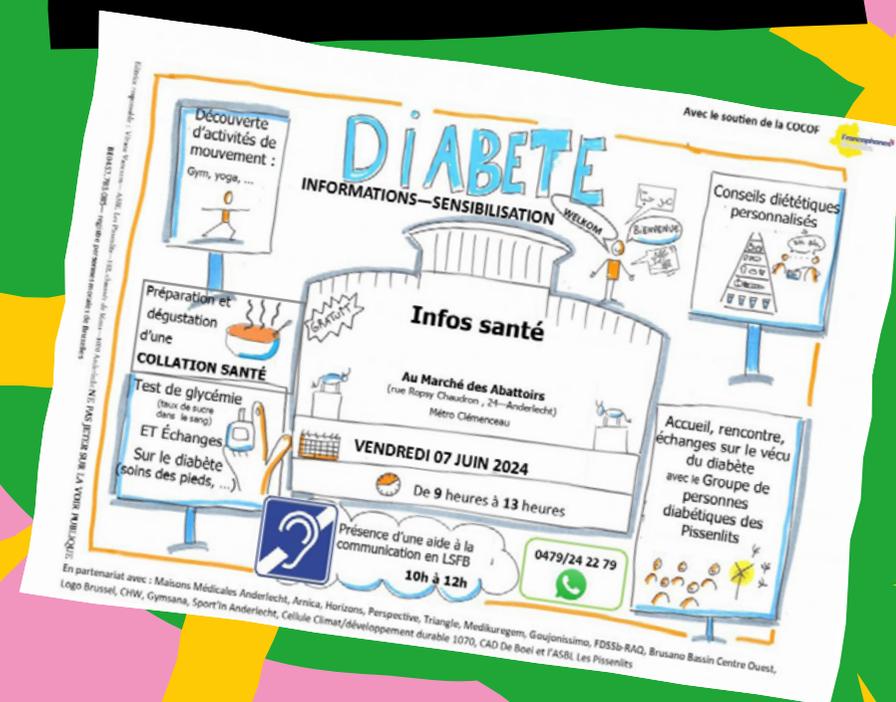
Participante à l'atelier

★ RESSOURCES

- ▶ LES PISSENLITS ASBL : [HTTPS://WWW.LESPISSENLITS.BE/ACCUEIL](https://www.lespissenlits.be/accueil)

Vous pouvez retrouver le calendrier des rencontres du groupe de personnes diabétiques sur le site de l'asbl.

- ▶ ADRESSE MAIL : ASBL@LESPISSENLITS.BE



UN COLLECTIF MOBILISÉ CONTRE L'ORDONNANCE

BRUXELLES NUMÉRIQUE

QUI ?

Fin 2022, l'asbl Lire et Écrire et plus de 200 structures de différents secteurs se réunissent pour s'organiser contre un projet politique : l'ordonnance « Bruxelles Numérique ».

Ce texte législatif vise au nom de la « modernité » à ne plus rendre obligatoire la présence d'un guichet pour toutes les démarches liées aux services communaux. Le projet d'ordonnance numérique a été porté par le parti politique Défi.

Les Ecolo et le PS ont suivi et voté l'ordonnance. Ces trois partis formaient le gouvernement bruxellois durant ce projet d'ordonnance numérique.

QUOI ? COMMENT ?

Une personne sur deux rencontre des difficultés avec le numérique, ce qui freine l'accès à une série de droits pour une partie de la population.

Plusieurs asbl actives notamment dans le secteur du social s'étaient déjà mobilisées pour dénoncer le manque de moyens grandissants dans leurs structures. Elles dénonçaient la réduction du nombre de guichets permettant d'accueillir les publics et de faire valoir leurs droits.

L'asbl Lire et Écrire a été très active dans la mobilisation contre cette ordonnance. Cette asbl propose des cours de français à des personnes adultes ne sachant pas ou peu lire. La non-maîtrise du français est déjà un frein pour avoir accès à ces droits. Fermer des guichets physiques, c'est éloigner encore plus ces personnes des services publics auxquels elles ont droit. Cette ordonnance était donc synonyme d'un projet allant creuser des inégalités déjà existantes, ayant un impact sur la santé.

Le plaidoyer contre l'ordonnance numérique revendiquait la présence assurée de guichets physiques dans les communes et l'inscription de celle-ci dans les textes de loi. Au-delà de l'ordonnance, les acteurs mobilisés souhaitaient ouvrir un débat sur le tout numérique et ses impacts sociaux, démocratiques et environnementaux. De nombreuses actions ont été menées pour bloquer le projet : une récolte de témoignages sur les difficultés induites par la numérisation des services publics, la création de files d'attentes géantes devant les administrations pour dénoncer le manque de guichets, des rassemblements devant les communes et des manifestations dans l'espace public, plusieurs cartes blanches signées par plus de 200 associations, des rencontres avec les politiques (au niveau communal et régional) ainsi que la mise en place d'un événement satirique, la remise du guichet d'or qui récompensait la personne qui a le plus lutté contre le projet.

★ LEVIERS ET FREINS

DES ACTIONS DE PLAIDOYER

Les structures actives dans la mobilisation étaient déjà engagées contre la numérisation des services publics. Leur engagement a permis à ce qu'elles soient mises au courant du projet d'ordonnance numérique avant que le texte ne soit déjà voté. Les actions et la pression mises sur les politiques sont donc arrivées avant que tout ne soit verrouillé législativement. De plus, la période des mobilisations coïncidait avec une période électorale rendant souvent les politicien·nes plus soucieux et soucieuses de l'avis des citoyen·nes.

Cependant, malgré le bon timing et toutes les actions menées, les mobilisations n'ont pas réussi à ce que la présence de guichets physiques dans les communes soit inscrite dans l'ordonnance. Mais cette longue mobilisation a permis beaucoup d'autres choses.

Toutes les personnes mobilisées, les salarié·es comme les publics des structures ont témoigné de la fierté et du plaisir à agir collectivement. Plus de 700 personnes se sont parfois réunies pour dénoncer la fermeture des guichets. La lutte contre l'ordonnance a rappelé la force des mouvements collectifs en multipliant les rassemblements et modes d'action.

Par ailleurs, les personnes et associations qui ont lutté contre l'ordonnance ont contribué à ce que la place du numérique soit reconnue comme un important débat de société.

Les liens créés et renforcés durant les mobilisations sont également des ressources pour de futures mobilisations à venir. De fait, de prochains rendez-vous sont prévus et notamment dans le contexte des élections communales pour continuer d'interpeller les décideurs politiques sur le sujet.



★ RESSOURCES

- ▶ LIRE ET ÉCRIRE ASBL : [HTTPS://LIRE-ET-ECRIRE.BE/](https://lire-et-ecrire.be/)
- ▶ **DES GUICHETS, PAS DU NUMÉRIQUE :**
CAMPAGNE CONTRE L'ORDONNANCE NUMÉRIQUE
SUR FACEBOOK

DEUX COLLECTIFS CONTRE LA GENTRIFICATION

« STALINGRAD AVEC
OU SANS NOUS ? »

★ QUOI ? COMMENT ?

Ce documentaire croise les visions des commerçant·es et habitant·es avec celui des politiques qui ont imposé le projet de métro sans se soucier de l'avis des premier·es concerné·es. Aujourd'hui, l'énorme chantier mis en place pour les travaux défigure tout le quartier. Stalingrad est un quartier commerçant avec beaucoup de restaurants. La présence continue de travaux impliquant bruit, poussière, barrières, rues bloquées empêchent les commerces de fonctionner.

★ QUI ?

En apprenant pendant l'été 2020 qu'une nouvelle ligne de métro va passer en plein milieu de leur quartier, un collectif d'habitant·es de l'avenue Stalingrad (avenue proche de la gare du Midi) et de passionné·es de Bruxelles commencent à se réunir. Au fil des discussions iels décident de se lancer dans la création d'un documentaire pour créer une trace audiovisuelle de l'impact du chantier de la future station de métro, « Toots Thielemans », sur le quartier.

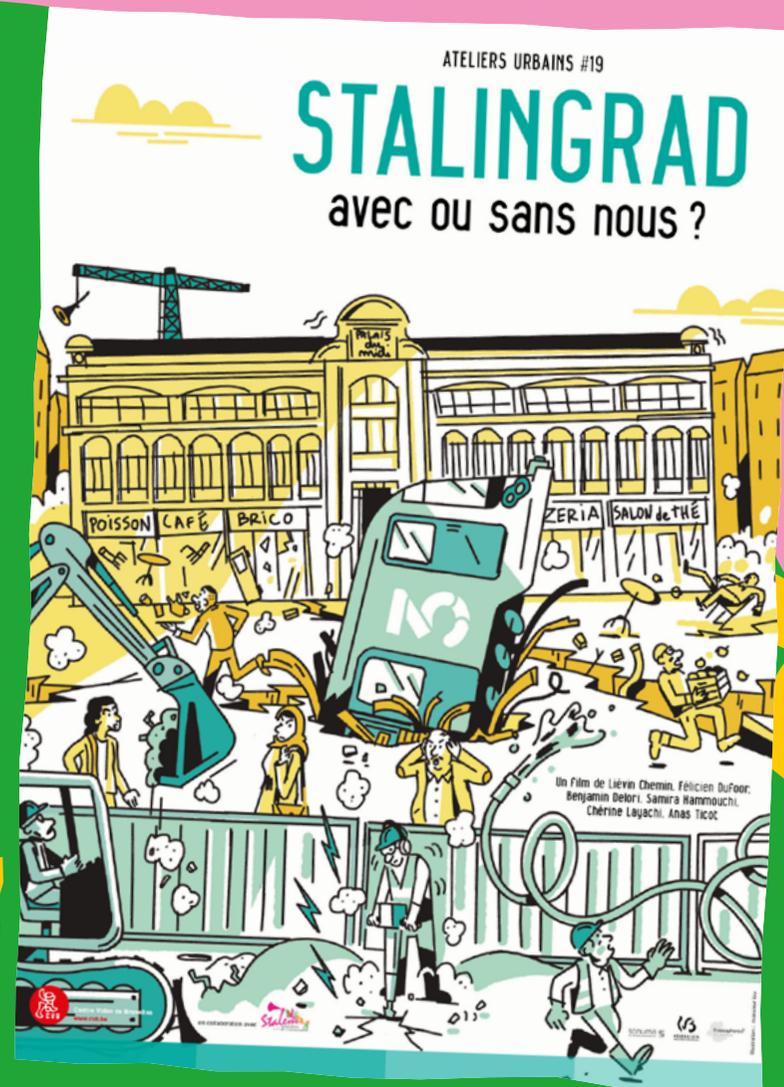
Les travaux sont prévus jusqu'en 2030 ! (et la date d'arrêt du chantier ne cesse d'être repoussée). Les habitant·es du quartier sont usé·es par un tel mépris pour leur lieu de vie. Beaucoup de commerces ne survivront pas et les habitant·es ont appris récemment que le Palais du Midi, haut lieu de sociabilité du quartier, va être détruit puis reconstruit. C'est tout le visage du quartier qui est en train de changer. Cependant, les habitant·es ne se laissent pas faire et s'organisent pour lutter : de nombreuses projections du documentaire ont permis de sensibiliser les bruxellois·es aux enjeux de ce métro, des manifestations contre la démolition du Palais du Midi, des interpellations communales ont entre autres abouti à une visibilisation large et une contestation forte du projet.

★ LEVIERS ET FREINS DES ACTIONS DE PLAIDOYER

« Ils disent « changement de visage » on entend « gentrification ». On [les pouvoir publics] nous parle comme si on était débiles. Pourtant on sait ce qui est bon pour notre quartier ».

membre du collectif Stalingrad avec ou sans nous ?

Les actions de plaidoyer menées permettent aux habitant·es de garder la tête haute, de ne pas se sentir impuissant·es face aux bulldozers. Des liens très forts ont été tissés dans le quartier ce qui a créé la possibilité de partager les frustrations et la colère, de prendre collectivement soin des un·es et des autres face à une santé mentale mise à rude épreuve par le chantier. Les lieux de culte ont joué également un rôle important pour tenir et continuer la lutte. Cependant, le projet est colossal mais aussi très politique. Malgré toutes les critiques (sociales, économiques, environnementales etc.) les pouvoirs publics continuent, dans une détermination irrationnelle, de vouloir mener ce projet. Les contre-argumentaires développés sont écartés avant-même d'être envisagés. Les habitant·es craignent que le combat soit long ce qui peut entraîner un risque de démobilisation des membres du collectif, à bout.



DEUX COLLECTIFS CONTRE LA GENTRIFICATION

NO KEY WEST

★ QUOI? COMMENT?

Les caractéristiques des logements de la tour montrent que le projet n'est pas pensé pour répondre aux besoins des habitant·es du quartier. La tour s'inscrit dans un complexe immobilier autour du bassin de Bistebroek visant à attirer de nouvelles populations, plus riches. Le collectif No Key West dénonce cette tour, en soulignant les besoins déjà existants dans le quartier. De nombreuses actions ont été menées pour visibiliser le projet et ses enjeux qui sont souvent techniques ce qui empêche la population de s'en emparer. Le collectif a multiplié les interpellations communales et rencontres avec le bourgmestre, des pétitions, des affiches et des actions en justice ont également été organisées. Enfin, pour sensibiliser d'autres habitant·es mais aussi des personnes extérieures au quartier, le collectif a proposé des balades guidées focalisées sur les projets urbanistiques à venir dans le quartier.

★ QUI ?

En 2020, dans le quartier de Cureghem à Anderlecht, un comité réunissant des habitant·es du quartier se réunit contre le projet de construction d'une tour de 80 mètres à côté du canal.

La tour prévoit des logements de luxe, inaccessibles pour la population et majoritairement de petite taille alors qu'il manque cruellement de grands logements pour accueillir des familles nombreuses.



★ LEVIERS ET FREINS DES ACTIONS DE PLAIDOYER

« Les promoteurs ont changé de nom grâce à la mobilisation, le nom Key West était trop connoté négativement. Ils ont reconnu le travail de communication du collectif ! »

membre du collectif No Key West

L'organisation collective des habitant·es a eu un succès retentissant si bien que le promoteur de la tour a changé le nom du projet, connoté trop négativement par la mauvaise pub des habitant·es. Les recours juridiques ont également fait retarder le projet pointant ses défaillances en termes d'évaluation d'impact environnementaux. D'autres collectifs ont rejoint la mobilisation en soutien avec notamment l'occupation d'un bâtiment à l'emplacement de la tour. Le projet n'a pas été abandonné pour autant, les promoteurs immobiliers ont beaucoup de ressources en particulier celle du temps, relativement long pour ce genre de construction. Et cela joue en défaveur des habitant·es. En effet, comment rester actif et réactif sur des dizaines d'années ? Le collectif a l'appui d'associations qui fournissent un important travail juridique mais elles aussi pourraient manquer d'énergie et de disponibilités pour suivre le combat des habitant·es. Le défi principal dans la poursuite du plaidoyer repose donc dans l'implication régulière d'habitant·es sur le long terme.

★ RESSOURCES

- ▶ **BRUXELLES EN MOUVEMENT,**
REVUE D'INTER ENVIRONNEMENT BRUXELLES :
[HTTPS://WWW.IEB.BE/](https://www.ieb.be/)
- ▶ **ARAU ASBL :**
[HTTPS://WWW.ARAU.ORG/](https://www.arau.org/)
- ▶ **ATELIERS URBAINS DU CVB :**
[HTTPS://CVB.BE/FR/ATELIERS-URBAINS](https://cvb.be/fr/ateliers-urbains)
- ▶ **FRONT ANTI-EXPULSION :**
[HTTPS://WWW.STOEXPULSIONS.BE/](https://www.stoexpulsions.be/)



LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCES EN PROMOTION DE LA SANTÉ COMME OUTIL DE PLAIDOYER

TIMOTHÉE DELESCLUSE
Société française de santé publique

★ QUOI ?

La Société française de santé publique promeut en partenariat avec d'autres organismes français le portail internet francophone **CAPS**.

Il s'agit d'une plateforme qui met en évidence des initiatives de terrain en promotion de la santé (actuellement 120 fiches). Cette valorisation se fait à travers une démarche éprouvée de capitalisation d'expériences.



La capitalisation d'expériences s'intéresse au « **Comment ça marche ?** » et au « **Comment ça peut marcher dans d'autres contextes ?** ». Elle s'attèle donc à décrire la manière dont les actions et interventions contribuent à influencer les déterminants de santé et à promouvoir la santé. Elle entend aussi mettre en valeur la manière dont des actions ou interventions similaires pourraient être implémentées dans un autre environnement. Il s'agit, par ce moyen, de dégager des données probantes focalisées sur les solutions (Science des solutions).



★ POURQUOI ?

En transformant un savoir issu de l'expérience en une **connaissance partageable**, la démarche de capitalisation d'expériences répond à un besoin de fonder les actions de promotion de la santé sur des données probantes.

Complémentaires des données scientifiques, ces données issues de l'expérience peuvent constituer une source d'inspiration pour d'autres et un moyen de valoriser et de légitimer des projets encore peu visibles ou connus. Elles permettent aussi de juger de l'applicabilité des interventions dans d'autres contextes.

La capitalisation d'expériences poursuit dès lors des objectifs pédagogiques (autoformation, processus réflexif), informatifs (partage de connaissances) et scientifiques (construction d'un corpus de données).

La capitalisation peut également être utile pour transmettre des bonnes pratiques au sein même d'une organisation permettant, par exemple, à de nouvelles recrues de cerner les manières d'intervenir.

★ COMMENT ?

La capitalisation d'expériences est une démarche essentiellement descriptive. Elle suit une méthodologie bien précise (explicitée dans un guide). Elle est portée par un accompagnateur ou une accompagnatrice en capitalisation formé-e à cela et extérieur-e à l'intervention analysée. À travers un dialogue avec le ou la chargé-e du projet (entretiens, analyse de documents...), l'accompagnateur·trice fera émerger un discours sur l'intervention, son contexte, les stratégies utilisées.

La démarche est structurée en 5 étapes :

- le **cadrage** de la démarche,
- le **recueil** des informations,
- l'**analyse** des données recueillies,
- la **rédaction** et la validation d'une fiche (10 à 15 pages),
- la **diffusion** de la fiche (notamment sur le portail CAPS).

CAPS propose également des analyses transversales à plusieurs fiches permettant de porter un regard sur un champ thématique particulier, mais aussi des modules pour se former à la démarche et une communauté de pratiques de capitalisation.

★ QUEL LIEN AVEC LE PLAIDOYER ?

Outre des finalités pédagogiques, informatives et scientifiques, la capitalisation d'expériences poursuit également un objectif stratégique et politique, en donnant notamment à voir comment se déclinent les politiques au niveau national et local mais aussi en éclairant les décisions.

Elle constitue donc un outil de plaidoyer qu'il soit politique, communautaire ou professionnel. En effet, les contenus des fiches peuvent être utilisés pour documenter un problème et la solution à celui-ci, peuvent constituer une force de propositions pour des politiques, pour des partenaires, pour des collègues, voire peuvent exemplifier des façons de faire du plaidoyer.

La démarche de capitalisation comporte une dimension politique et démocratique dans le sens où elle permet de rééquilibrer le pouvoir des connaissances.

En capitalisant des expériences, il s'agit de considérer les personnes qui s'investissent dans un projet de promotion de la santé (y compris les publics finaux) comme des expert-es, producteur-rices de connaissances stratégiques.

★ RESSOURCES

▶ ACCÉDER AU PORTAIL CAPS :
**[HTTPS://WWW.CAPITALISATIONSANTE.FR/
LE-PORTAIL-CAPS](https://www.capitalisationsante.fr/le-portail-caps)**

▶ ACCÉDER AU GUIDE CONCEPTUEL :
[GUIDE-CONCEPTUEL-CAPS-VDEF.PDF](#)
(capitalisationsante.fr)

▶ ACCÉDER AU CAHIER PRATIQUE :
[CAPS-CAHIER-PRATIQUE.PDF](#)
(capitalisationsante.fr)

▶ CONTACTER
CAPITALISATION@SFSP.FR
pour obtenir des fiches spécifiques



TABLE RONDE

ENJEUX SOCIAUX ET DE SANTÉ : LES POLITIQUES, À L'ÉCOUTE ?

★ INTRODUCTION

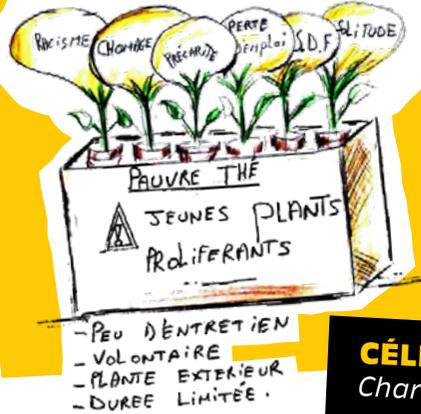
PAR **MARINETTE MORMONT**
Fédération des maisons médicales

Alors que le lobbying puise ses origines dans les couloirs des bâtiments institutionnels empruntés par les représentants d'intérêts privés pour discuter de manière privée et directe avec les politiques, le plaidoyer est, quant à lui, une pratique qui appartient plus au monde associatif. Il s'agit d'un ensemble d'activités qui visent à influencer les décisions politiques : des pratiques communautaires, des campagnes, des rapports...

Né dans les années '50 aux États-Unis, le plaidoyer s'est étendu aujourd'hui aux Organisations Non Gouvernementales jusqu'aux associations de plus petite taille. Au fil des années, le plaidoyer s'est de plus en plus professionnalisé. Néanmoins, les ONG et associations font face à des groupes d'entreprises qui bénéficient de moyens beaucoup plus conséquents que ceux dont elles disposent.

➡ **Dans ce contexte, plusieurs enjeux sont en question :**

- Comment **peser politiquement**, lorsqu'on est une plus petite structure ?
- **Où mettre le curseur** entre culture de militance et négociation ?
- Comment faire du plaidoyer alors que l'information, et la désinformation, se propagent en masse et que choisir des sources **indépendantes** devient une nécessité ?
- Comment replacer **l'intérêt humain** au centre des actions de plaidoyer ?



CÉLINE DEVILLE
Chargée de mission, RWLP

POURQUOI DU PLAIDOYER ?

➔ ENJEUX ET CONSTATS À L'ORIGINE DES ACTIONS DE PLAIDOYER

Le réseau est né il y a une quarantaine d'années de la volonté d'**agir sur les causes de la pauvreté**. Depuis, la situation n'a pas changé et la lutte contre les inégalités et pour une société sans pauvreté est toujours d'actualité. Le message de plaidoyer du RWLP est construit **avec des témoins** de vécu militant, à partir de leur expérience et de leurs priorités. Parmi les sujets de travail, le réseau est engagé dans la **déconstruction des représentations** sur la pauvreté et les pauvres. Il se focalise également sur des sujets plus spécifiques tels que le statut de cohabitant et le logement pour plaider des avancées concrètes et matérielles.

COMMENT FAIRE DU PLAIDOYER ?

➔ LES STRATÉGIES MISES EN PLACE

Dans le réseau, l'attention et l'énergie des membres est dirigée vers les politiques, il faut imposer ses points à l'ordre du jour même si les causes à défendre ne se trouvent pas dans l'agenda politique. Il est donc important d'identifier des **points de convergence** possibles et de faire des liens avec les revendications du réseau. L'utilisation de **chiffres** et de **témoignages** permet de bousculer les politiques lors de rencontres et appuie l'argumentaire des membres.

Les solutions proposées aux politiques et aux pouvoirs subsidiaires sont le fruit des réflexions d'un groupe de travail qui se réunit régulièrement pour discuter de sujets communs et formuler collectivement des solutions. Ce processus permet également de déculpabiliser les individus par rapport à leur situation personnelle. Une grande importance est ainsi accordée à **l'expérience du vécu**, aussi par la création du rôle de 'facilitateur en réduction des inégalités' au sein du réseau.

Le réseau organise également des "rencontres en circuit court" où les militant·es s'adressent **directement** à l'ensemble des représentant·es des partis politiques dans un cadre d'écoute réciproque. À la suite des échanges, le réseau opère une analyse pour identifier les "portes ouvertes", où il sera possible d'influencer les décisions politiques.

De manière générale, afin de maximiser l'impact des actions, il semble nécessaire de **varier les stratégies** en fonction de la "cible" et du "statut", de la position qu'on a et de l'avancée du plaidoyer sur le sujet. Le réseau participe aussi à des actions militantes, telles que l'affichage nocturne, des manifestations. Il est également primordial de nouer des alliances pour peser dans les actions de plaidoyer auprès des politiques mais aussi de la population.

QUEL MESSAGE-CLÉ DEVONS-NOUS RETENIR ?

Il est essentiel de travailler avec les publics concernés, mettre tout en place pour que la participation soit effective. La participation de tou·tes se réfléchit avant et partout. Cela passe par un accueil inconditionnel, la capacité de s'adapter, d'accepter les petits nombres (en ayant conscience que le groupe ne sera pas représentatif de l'ensemble des personnes concernées), de compléter ces témoignages par ceux récoltés lors de rencontres dans les milieux de vie.

RÉSEAU WALLON DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ (RWLP)

POUR PLUS D'INFORMATIONS : RWLP.BE

CONTACT : BUREAU@RWLP.BE

Illustration : EDDY GODEAU



LORA VERHEECKE
Atrice et contributrice,
Observatoire des multinationales

POURQUOI DU PLAIDOYER ?

➡ ENJEUX ET CONSTATS À L'ORIGINE DES ACTIONS DE PLAIDOYER

L'observatoire des multinationales porte un regard, entre autres, sur les stratégies de lobbying au niveau de l'Union européenne. À ce niveau politique, l'Observatoire constate un manque de contrepouvoir : ni les médias ni les pouvoirs nationaux n'accordent assez d'attention aux événements et décisions politiques prises au niveau européen. Cela a pour conséquence que la population dispose de très peu d'informations sur les relations entre les lobbyistes et les fonctionnaires des institutions européennes et des problématiques importantes passent sous le radar ou arrivent trop tard sur la scène publique. Par exemple, les lobbies, tels que la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA), influencent en profondeur la politique menée sur les questions de santé. De plus, ces lobbies vont imposer leur vision et faire passer leur intérêt comme besoin public, on le voit avec l'omniprésence des partenariats public-privé. Les enjeux liés aux déterminants de santé et à la santé globale sont mis de côté, pour se concentrer sur les enjeux de rentabilité.

COMMENT FAIRE DU PLAIDOYER ?

➡ LES STRATÉGIES MISES EN PLACE

Pour des associations qui poursuivent des actions de plaidoyer auprès des politiques, il n'est pas nécessaire de participer à des actions de militantisme. Cependant, il est essentiel de **se concerter avec les activistes militant·es** pour les mêmes causes, afin de renforcer la complémentarité et donc l'efficacité dans l'action. Par exemple, dans le cas du glyphosate, l'action s'est articulée entre un groupe qui a envahi les bureaux des lobbies et un autre constitué d'interlocuteur·ices en dialogue avec les politiques. Les deux groupes ont construit une confiance mutuelle, du respect, ce qui a permis de se nourrir l'un l'autre dans les messages portés et dans l'action.

Le plaidoyer de l'Observatoire des multinationales consiste à **politiser** et **dévoiler** les dynamiques et décisions politiques au niveau européen à la population. Il plaide non seulement pour plus de **transparence** dans le lobbying, mais cherche aussi à créer plus d'espaces de **débats** et des **voix contradictoires** : la transparence n'est pas suffisante pour assurer que les intérêts de la population soient respectés. L'observatoire plaide également pour que les médias nationaux s'intéressent et questionnent les actions des député·es au niveau européen.



Photo : Commission Européenne

QUEL MESSAGE-CLÉ DEVONS-NOUS RETENIR ?

Il est important de s'intéresser aux sujets européens et de voir comment les député·es européen·nes se positionnent dans les débats. Il est également nécessaire de travailler à créer des alliances européennes, pour être plus fort·es ensemble.

OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES - ENQUÊTES ET VEILLE CITOYENNE POUR LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

POUR PLUS D'INFORMATIONS :
MULTINATIONALES.ORG

CONTACT :
OBSERVATOIRE
@MULTINATIONALES.ORG



LOUISE-MARIE DROUSIE

Coordinatrice du pôle pédagogique,
O'YES ASBL

POURQUOI DU PLAIDOYER ?

➡ ENJEUX ET CONSTATS À L'ORIGINE DES ACTIONS DE PLAIDOYER

En 2017, O'YES faisait le constat que de nombreuses questions persistaient chez les jeunes après les animations EVRAS (éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle) et que les professionnel·les de l'EVRAS déploraient un manque de ressources et l'absence de stratégies intersectorielles créant une disparité de pratiques sur le territoire qui posait question. De ces deux problématiques, O'YES et la Fédération Laïque des Centres de Planning familial (FLCPF) ont décidé de créer les **stratégies concertées** EVRAS entre les acteurs du secteur. Le guide EVRAS est ainsi né d'une **demande du terrain**, et il a trouvé le soutien des pouvoirs publics dans l'**accord de coopération** de 2023.

COMMENT FAIRE DU PLAIDOYER ?

➡ LES STRATÉGIES MISES EN PLACE

Le plaidoyer sur l'EVRAS de O'YES a relevé, entre autres, d'une **opportunité** : lorsque la réflexion concernant la mise en place des stratégies concertées EVRAS a figuré parmi les priorités politiques, ce sont directement les politiques qui ont sollicité le secteur et O'YES pour fournir des **documents de synthèse** afin de pouvoir répondre aux **questions parlementaires**. Une fois l'opportunité saisie, la réalité politique s'est parfois révélée en décalage avec la réalité de terrain. De plus, le manque de cohérence entre les niveaux de pouvoir, bien que l'EVRAS ait l'avantage d'être un sujet interministériel, a représenté un important frein dans le travail mené entre les associations et les politiques.

Les arguments de plaidoyer développés sur l'EVRAS s'appuient principalement sur des **textes législatifs** au niveau européen, tels que la convention pour l'enfant, la loi pour la prévention des violences faites aux femmes, etc., sur des **études** et la **littérature scientifiques**.

Dans le cadre des stratégies concertées, qui impliquent différents acteurs, il est important de se concentrer sur les **aspects prioritaires** pour faciliter la création d'un « front commun ». Il y a un travail de **construction** à faire avec les différentes parties prenantes.

Les médias peuvent constituer un **levier** pour la société civile, mais ils peuvent parfois représenter un frein en cas d'instrumentalisation ou de manque d'objectivité.



Pour anticiper des éventuelles sorties de contexte et polémiques infondées, il est important de mettre en place dès le début de la démarche du plaidoyer, une **communication large** : prendre contact de manière proactive avec les médias, outiller les politiques pour répondre aux questions...

QUEL MESSAGE-CLÉ DEVONS-NOUS RETENIR ?

Faire du plaidoyer nécessite des **compétences** et donc du **temps** pour les acquérir. Il faut s'investir dans des actions qui font du sens pour la société civile. Le **partenariat** et l'**intersectorialité** sont deux éléments importants pour le succès des actions de plaidoyer. Enfin, il ne faut pas oublier d'analyser les expériences passées et d'en tirer des leçons pour les expériences futures.

**O'YES (ORGANIZATION FOR
YOUTH EDUCATION & SEXUALITY)**
ANCIENNEMENT SIDA'SOS

POUR PLUS D'INFORMATIONS :
O-YES.BE

CONTACT : **HELLO@O-YES.BE**

COMMENT FAIRE DU PLAIDOYER ?

➡ LES STRATÉGIES MISES EN PLACE

L'alcool est omniprésent dans la société (médias, cinéma, événements culturels, cuisine...) et sa consommation est encouragée. Faire du plaidoyer avec pour sujet l'alcool et sa consommation peut représenter un avantage en termes de visibilité et d'intérêt du plaidoyer par et dans les médias, même si ces derniers sont parfois contradictoires dans les contenus diffusés.

C'est aussi un sujet qui a sa place dans les débats institutionnels. Et ce sont souvent les institutions qui vont solliciter Univers Santé pour fournir un argumentaire ou donner un avis. Ces demandes constituent des moments d'ouverture pour faire passer d'autres messages de plaidoyer.

Univers Santé préfère adopter un **discours modéré**, afin de prévenir le risque d'une mauvaise interprétation des propos défendus. L'asbl est également prudente par rapport aux actions de militantisme pouvant être menées sur le sujet. Sans pour autant les écarter, elle pense nécessaire d'en évaluer la forme pour éviter qu'elles ne se révèlent contre-productives.

QUEL MESSAGE-CLÉ DEVONS-NOUS RETENIR ?

Rencontrer les politiques sur initiative ou à leur demande est souvent nécessaire pour développer son plaidoyer. De même qu'être présent au début et à la fin des négociations d'un texte législatif, et de **participer aux travaux des organes d'avis**. Enfin, il est important de dénoncer et nommer les faits, tout en faisant attention à l'instrumentalisation éventuelle des messages pour lesquels on plaide.

POURQUOI DU PLAIDOYER ?

➡ ENJEUX ET CONSTATS À L'ORIGINE DES ACTIONS DE PLAIDOYER

En 2003 une fête étudiante à Louvain-la-Neuve a soulevé des préoccupations concernant la consommation d'alcool chez les étudiant·es. En 2004, à la suite d'un colloque sur le thème « Les jeunes et l'alcool », un **groupe associatif** a été créé pour entamer une réflexion sur la place de l'alcool dans notre société. Le groupe « Jeunes, alcool & société » rassemble aujourd'hui 13 associations pluridisciplinaires et multi-secteurs. Entre 2010 et 2011, les membres décident de porter un **plaidoyer collectif**. Dans ce cadre, Univers Santé a été actif dans plusieurs actions de plaidoyer, parmi elles : en 2006, lors de la publication « Les publicitaires savent pourquoi » lors d'une interpellation du Jury d'Éthique Publicitaire et, depuis 2013, dans le cadre du plan national alcool.

JEUNES, ALCOOL & SOCIÉTÉ



UNIVERS SANTÉ ASBL

POUR PLUS D'INFORMATIONS : UNIVERS-SANTE.BE

CONTACT : UNIVERS-SANTE@UCLouvain.be

10 RESSOURCES SUR LE PLAIDOYER EN SANTÉ

➡ Guides méthodologiques

- ▶ **CHAPUT Sarah,**
PLAIDOYER POUR LA SANTÉ. UN GUIDE PRATIQUE,
RÉFIPS Amériques, 2021
- ▶ **CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE DE PLAIDOYER,
DE L'ANALYSE AU SUIVI-ÉVALUATION,**
SIDACTION, 2020
- ▶ **HANSOTTE Majo,**
JUSTE ? INJUSTE ?
ACTIVER LES INTELLIGENCES CITOYENNES, *DELFI asbl, 2019*
- ▶ **LE PLAIDOYER EN PROMOTION DE LA SANTÉ (DOSSIER),**
in : HORIZON PLURIEL, n°30, janvier 2016
- ▶ **OSEZ LE PLAIDOYER POUR LA SANTÉ,**
CULTURES&SANTÉ, 2019
- ▶ **SE DIRE ET AGIR AVEC LES AUTRES.**
Manuel d'animation-formation, LIRE & ÉCRIRE, 2021
- ▶ **VOXPUBLIC - RENFORCER LE POUVOIR CITOYEN,**
Fiches méthodologiques de VOX PUBLIC, association française

➡ Et qui est compétent·e pour quoi en Belgique ?

- ▶ **CARNET DE LA CITOYENNETÉ,**
CITOYENNETÉ ET PARTICIPATION asbl, 2020

➡ Autres ressources

- ▶ **ÉCONOMIE DE L'ALIMENTATION,** Épisode 4/4 :
LES LOBBIES ET LA SANTÉ PUBLIQUE,
*Podcast de FRANCE CULTURE, Jeudi 30 mai
2019*
- ▶ **LOBBY TOUR : ARMEMENT ET
POLITIQUES MIGRATOIRES**
*Découvrez sous un autre regard le quartier
européen en faisant la visite guidée menée
par les asbl CASI-UO et AGIR POUR LA PAIX
dans le quartier européen à Bruxelles.*